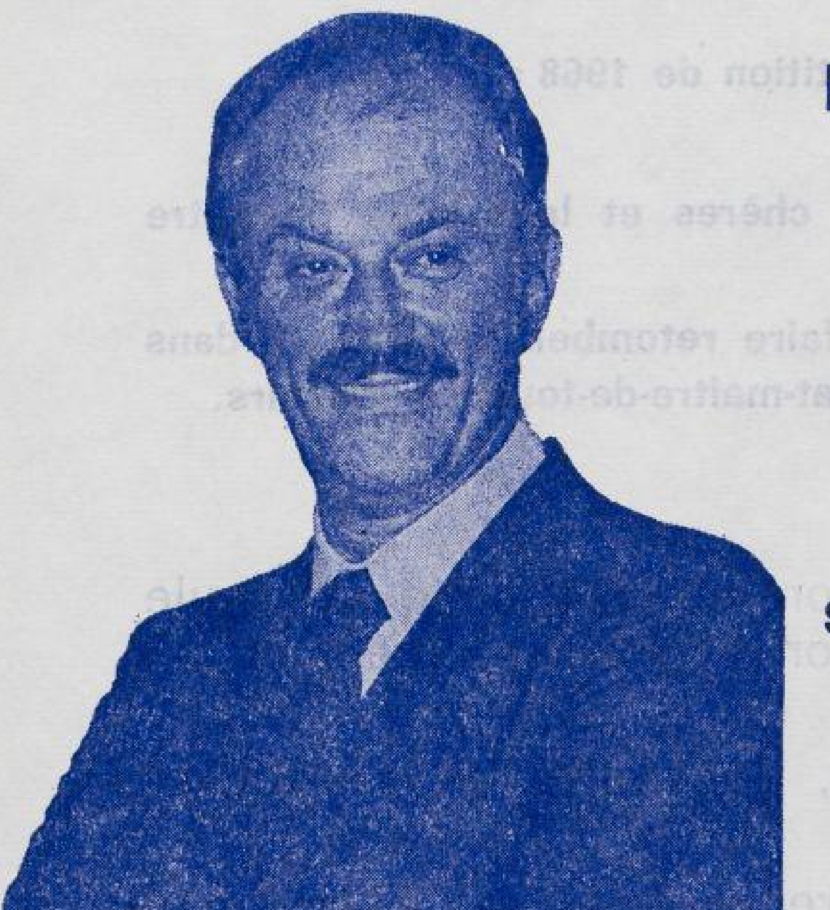
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 4 MARS 1973

2me Circonscription
des Alpes-Maritimes

CANDIDATURE

Jacques MEDECIN

Député-Maire de Nice
Conseiller Général des Alpes-Maritimes

SUPPLÉANT :



Charles EHRMANN

Député Suppléant
Adjoint au Maire de Nice
Professeur Agrégé de l'Université
Chevalier de la Légion d'Honneur

Electrices, Electeurs,

Pour la première fois dans son histoire, la FRANCE connaît une simplification politique, du fait qu'apparaissent clairement les trois forces principales constituant l'opinion publique de notre Pays :

— d'un côté, le conservatisme et l'inertie de la majorité sortante,

— de l'autre, l'étatisme ruineux et le totalitarisme de l'alliance socialo-communiste,

— **au centre, le rassemblement de quatre Mouvements aux idées proches et décidés à unir leurs efforts :**

● le CENTRE RÉPUBLICAIN ● le PARTI RADICAL-SOCIALISTE ● le CENTRE DÉMOCRATE ● le PARTI SOCIAL-DÉMOCRATE ● Des personnalités comme Jean-Marcel JEANNENEY, ancien Ministre du Général de GAULLE, et Raymond SCHMITTLEIN, ancien Président du Groupe U.N.R. à l'Assemblée Nationale, sont venues se joindre au Mouvement Réformateur.

PARCE QUE LE MOUVEMENT CENTRISTE, C'EST AVANT TOUT LE CHANGEMENT, UN CHANGEMENT PRÉCIS, PROFOND ET DANS LE CALME.

NOTRE DYNAMISME NOUS PERMET DE DÉPASSER DEUX ATTITUDES NÉFASTES.

NOUS REPROCHONS A LA MAJORITÉ SORTANTE :

— **son incapacité à maitriser la hausse des prix qui ronge le pouvoir d'achat ;**

— **son conservatisme social, c'est-à-dire l'injustice flagrante qu'elle entretient entre les Français : inégalité des salaires et des chances de réussite, inégalité devant la vieillesse. Privilèges accordés aux puissants grâce à une étroite collusion entre le pouvoir politique et quelques intérêts privés ;**

— **le gaspillage qu'elle fait de l'argent public, dont une trop grande part n'est pas consacrée aux besoins de tous, mais dépensée dans d'inutiles opérations de prestige ou dispersée dans des subventions à des entreprises parasitaires... En 5 ans, les impôts ont doublé. Durant ces 5 mêmes années, des problèmes essentiels — tels que ceux du logement ou des équipements collectifs — ont à peine progressé;**

— **les scandales que permet la politique dispendieuse du Gouvernement et qui reflètent la déviation d'un régime qui laisse se développer dans ses propres rangs un affairisme sans limites ;**

— **une centralisation bureaucratique parisienne absurde, qui empêche les Régions de se développer en prenant en mains la gestion de leurs propres affaires ;**

— **une technocratie aveugle, étrangère à la réalité humaine, qui maintient les Départements et les Communes dans un état de sous-équipement préjudiciable à la qualité de vie des Françaises et Français ;**

— **une fuite devant les responsabilités et un manque d'autorité se traduisant par le poids d'une Administration sclérosée et paralysante.**

NOUS REPROCHONS A LA COALITION SOCIALO-COMMUNISTE :

— l'intention de rééditer le « coup de PRAGUE » de 1948 ou sa répétition de 1968 ;

— de vouloir conduire la FRANCE au marasme chilien ;

— le risque de nous faire perdre nos libertés individuelles les plus chères et la totalité de notre liberté collective ;

— une politique inspirée par le Parti Communiste, qui consisterait à faire retomber la FRANCE dans une autre forme d'autoritarisme bureaucratique aggravé : celui de l'Etat-maître-de-tous-les-pouvoirs.

NOUS PROPOSONS :

Un programme de Gouvernement contre la collectivisation de l'économie car seule une économie de concurrence peut garantir le progrès et, donc, l'accroissement du niveau de vie de tous.

Nous voulons défendre la liberté : liberté de s'exprimer, de croire, de s'associer, liberté de choisir son propre avenir et celui de ses enfants.

Notre programme, concret et positif, doit vous permettre de favoriser l'accession au pouvoir d'une force neuve.

LE GOUVERNEMENT RÉFORMATEUR :

● Transférerait immédiatement 20 milliards de dépenses improductives à la Santé, à l'Education, au Logement, à la Formation et aux Communications. Cet argent servirait essentiellement à financer les grands équipements collectifs, clés du développement économique français, et une politique de promotion des hommes, seule chance véritable d'assurer une meilleure qualité de vie à chacun, notamment par la résorbtion du chômage.

● Prendrait également ces mesures :

— doublement des allocations vieillesse,

— revalorisation des retraites, rentes, rentes viagères et pensions,

— indemnisation véritable et indexée des biens spoliés en ALGERIE,

— application immédiate du rapport constant et règlement du contentieux des Anciens Combattants et victimes de guerre,

— promotion des jeunes par l'étude, la formation professionnelle, le sport,

— salaire minimum à 1.000 F.,

— droit de vote à l'âge des responsabilités pénales,

— amnistie et réhabilitation générale de tous les Français condamnés par des tribunaux d'exception depuis 1936.

● Doublerait, par transfert de l'Etat vers les Régions, les Départements et les Communes, les ressources dont disposent les Collectivités locales — car seul le pouvoir régional, par le contrôle de ses élus, peut prendre des décisions conformes à l'intérêt des Françaises et des Français **là où ils vivent.**

● Assurerait la mise en place d'un organisme politique européen, seul susceptible d'unifier la monnaie, les régimes fiscaux, les régimes sociaux d'harmoniser la croissance du niveau de vie dans les neuf pays de la Communauté Economique Européenne, de stopper la hausse des prix et de mettre un terme aux dévaluations.

Ces mesures sont-elles réalistes ?

Il est toujours facile de promettre lorsqu'on n'est pas au pouvoir.

Oui les engagements du Mouvement Réformateur sont réalistes et reposent sur une analyse rigoureuse et chiffrée du budget national : c'est-à-dire sur une meilleure répartition des revenus de l'Etat. Pour le bien de toutes les Citoyennes et de tous les Citoyens. **Pour le bien de la France,**

Pour l'avenir de NICE,

votez Jacques MEDECIN